

# PALAIS DE JUSTICE / Souricière

ÎLE DE LA CITE – PARIS

Maîtrise d'ouvrage

BIJPAC

Architecte du Patrimoine

Moreau-Boktor

BET

OTCE IDF

## CCTP

### PHASE DCE

### TCE

### Tous corps d'états

DIAG	APS	APD	PRO	DCE	MARCHE	EXE	
------	-----	-----	-----	-----	--------	-----	--

Indice	Date	Libellé de la modification	Etabli par
00	Jan-2025	Création du document	LR

## SOMMAIRE

	Page
<b>1. DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
1.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX	5
1.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET	5
1.3. LISTE DES LOTS :	5
1.4. CARACTERE FORFAITAIRE DU PRIX	6
1.5. C.D.P.G.F. (CADRE DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE) ET B.P.U. (BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES)	7
1.6. MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE	7
1.7. MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE	7
1.8. MISSION SPS (SECURITE – PREVENTION – SANTE)	7
1.9. MISSION SSI (SYSTEME DE SECURITE INCENDIE)	7
1.10. ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX	7
1.11. ETAT DES LIEUX	8
1.12. RESEAUX EXISTANTS	8
1.13. PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN	8
1.14. REMISE EN ETAT - RESTITUTION D'EMPRISE	8
1.15. CONSERVATION DES VOIES PUBLIQUES	8
1.16. PRESCRIPTIONS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES	9
<b>2. DOCUMENTS DU MARCHÉ.....</b>	<b>10</b>
2.1. PLANS DU MARCHÉ	10
2.2. DOCUMENTS TECHNIQUES DU MARCHE	10
2.2.1. DOCUMENTS SPECIFIQUES	10
2.2.2. DOCUMENTS GENERAUX	10
2.3. PIECES A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES	10
2.3.1. PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION (LISTE NON EXHAUSTIVE)	11
2.3.2. AVANT EXECUTION DES TRAVAUX	11
2.3.3. APRES ACHEVEMENT DES TRAVAUX	11
2.3.4. FORMAT DES DOCUMENTS	12
2.3.5. PRÉSENTATION DU DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTES	12
2.3.6. PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ	13
<b>3. DONNÉES DE BASE - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....</b>	<b>14</b>
3.1. SÉCURITÉ ET PROTECTION INCENDIE	14
3.1.1. RESISTANCE AU FEU	14
3.1.2. MOYENS	14
3.2. NORMES, REGLEMENTS	14

<b>3.3. ECHANTILLONS – CHOIX DES MATERIAUX, PRODUITS OU COMPOSANTS</b>	<b>14</b>
3.3.1. DEFINITION	14
3.3.2. CHOIX DU TYPE DE MATERIAUX	15
3.3.3. ECHANTILLONS - PROTOTYPES	15
<b>3.4. ENTREPRISES CONCERNÉES PAR DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES</b>	<b>15</b>
<b>4. ETUDES D'EXECUTION.....</b>	<b>16</b>
4.1. MODALITÉS GÉNÉRALES	16
4.2. CHAMP DES ETUDES	16
4.3. ATEX	16
4.4. MODIFICATION DES DISPOSITIONS DU MARCHE PROPOSÉE PAR UN ENTREPRENEUR	16
<b>5. CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>17</b>
5.1. OBLIGATIONS GÉNÉRALES	17
5.2. DISPOSITIONS DES LIEUX – SERVITUDES	17
5.3. DÉPOTS ET APPROVISIONNEMENTS	17
5.4. PANNEAU DE CHANTIER	17
5.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER - CLOTURES - PORTAILS	18
5.6. EMPLOI D'ENGINS MECANIQUES	18
5.7. PROTECTION ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL ET DES RIVERAINS	18
5.8. VISITES ET INVESTIGATIONS	18
5.9. SOLIDITÉ, STABILITÉ ET PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS OU A CONSTRUIRE	18
5.10. LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT	19
5.11. TOLERANCES ENTRE CORPS D'ETAT – RECEPTION DE SUPPORT	19
5.12. RESERVATIONS ET PERCEMENTS - INCORPORATIONS	19
5.13. SAIGNÉES – ENCASTREMENTS ET DIVERS	20
5.14. FOURREAUX POUR PASSAGE DES CANALISATIONS ET GAINES	20
5.15. FIXATIONS ET SCHELLEMENTS - REBOUCHAGES - RACCORDS	20
5.16. PROTECTION DES OUVRAGES - VOLS ET DEGRADATIONS	21
5.17. NETTOYAGE DU CHANTIER	21
<b>6. INTERFACES GENERALES ENTRE CORPS D'ETAT .....</b>	<b>23</b>
6.1. TRAVAUX A LA CHARGE DU LOT GROS ŒUVRE	23
6.2. TRAVAUX A LA CHARGE DU LOT SERRURERIE	23
6.3. TRAVAUX A LA CHARGE DU LOT MENUISERIE INTERIEURE	23
6.4. TRAVAUX A LA CHARGE DES LOTS REVETEMENTS POUR SOLS ET MURS	23
6.5. TRAVAUX A LA CHARGE DES LOTS PEINTURE ET REVETEMENTS MURAUX	24
6.6. TRAVAUX A LA CHARGE DU LOT FAUX PLAFONDS	24

**6.7. TRAVAUX A LA CHARGE DU LOT ELECTRICITE – COURANTS FORTS**

**24**

**6.8. TRAVAUX A LA CHARGE DU LOT PLOMBERIE**

**24**

## 1. DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour objet de préciser le programme général des fournitures et conditions de réalisation des travaux pour l'opération :

*RENOVATION DES ESPACES D'ATTENTE GARDEE DE LA SOURICIERE DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS*

Les travaux sont réalisés pour le compte de :

*Bureau de l'immobilier judiciaire parisien et de l'administration centrale*

Le CCTP lot n° 00, commun à tous les lots, fait partie intégrante du dossier de consultation des entreprises

Le CCTP lot n° 00 et les CCTP spécifiques à chaque lot forment un tout indissociable réputé accepté par le titulaire d'un ou plusieurs lots.

Les termes « Entrepreneur » ou « Entreprise » repris dans le présent document désignent le titulaire d'un marché de travaux pour un ou plusieurs lots.

Les travaux sont réalisés suivant les prescriptions établies par les Maîtres d'œuvre, détaillées dans les différents documents du Dossier de Consultation des Entreprises.

### 1.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Description du site, de l'environnement, des conditions météorologiques, adresse, ...

*L'opération est située : 32 quai des Orfèvres, 75001 Paris*

Contraintes particulières liées au site ou à l'exploitation en cours

***Site à haut niveau de sûreté, en activité***

***Présence de plomb dans les peintures, selon diagnostic avant travaux. Tous les entrepreneurs devront prendre connaissance de ce document. Les lots GROS-OEUVRE et SERRURERIE seront chargés du déplombage.***

Description sommaire de la construction

*Réfection de cellules de détention*

### 1.3. LISTE DES LOTS :

N° LOT

INTITULES

00	Prescriptions Communes à tous les lots
01	GROS-OEUVRE – CURAGE - DEPLOMBAGE
02	SERRURERIE
03	PLATRERIE-SOLS-REJETEMENTS-PEINTURE
04	PLOMBERIE - SANITAIRE
05	ELECTRICITE CFO/FA

#### 1.4. CARACTERE FORFAITAIRE DU PRIX

Sauf pour les cas de marché sur dépenses contrôlées, traité au bordereau avec prix unitaires, le marché est global et forfaitaire.

Le prix du forfait indiqué à la soumission, servant de base à la conclusion du marché, comprend les prestations décrites ou non décrites nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, conformément aux prescriptions, dispositions législatives et réglementaires en vigueur au jour de la soumission, en application des dispositions de l'article 1793 du Code Civil..

L'Entreprise assure en conséquence, s'être rendue sur le site et avoir une parfaite connaissance des lieux (accès au chantier, hydrographie locale, disponibilités en eau et énergies, possibilités ou difficultés de stockage, contraintes locales particulières, etc...).

Par ailleurs, d'une manière générale, les CCTP n'indiquent que la description type des ouvrages à réaliser.

L'entreprise est donc tenue d'adapter ces descriptions à la construction, en les complétant afin de prévoir dans ses dépenses tout ce qui normalement doit entrer dans les prix des travaux à exécuter, conformément aux règles de l'Art.

En conséquence, l'entrepreneur devra signaler dans son offre toute précision complémentaire au présent document. De même, il devra en cas d'erreurs, d'imprécisions, manques ou contradictions relevés sur les plans, le présent CCTP ou tout autre document du DCE, les signaler et en chiffrer les conséquences avant remise de son offre.

A défaut et après signature du marché, aucun supplément ne pourra être ajouté au montant forfaitaire si le travail qu'il représente n'a fait l'objet d'aucune réserve chiffrée dans l'offre, ou s'il a été exécuté sans ordre spécial du maître d'œuvre ou approbation du maître d'ouvrage.

En toutes hypothèses, les entrepreneurs ne pourront en aucun cas arguer que des omissions ou erreurs dans les plans ou dans les pièces écrites du DCE pourraient les dispenser d'exécuter, intégralement et suivant les règles de l'Art, les travaux nécessaires à un parfait achèvement des ouvrages prévus au marché.

Les entrepreneurs devront se renseigner auprès du maître d'œuvre pour tout ce qui semblerait incomplet ou douteux dans les plans ou pièces écrites du DCE.

Enfin, dans le cas d'une contradiction entre le descriptif et les règlements en vigueur, la priorité est donnée aux règlements, que l'entrepreneur s'engage à observer même si la conséquence pour lui en est une solution plus onéreuse que celle faisant l'objet du marché.

Le prix forfaitaire inclut, en particulier :

- Les frais de protection et conservation des ouvrages existants
- Toute disposition nécessaire à la sécurité du public et du personnel, à la circulation, toute sujétion liée au respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement et sur le site.
- Les fixations provisoires des ouvrages par tout moyen adapté, et leur enlèvement.
- Toute sujétion spéciale liée notamment au climat, à l'environnement du terrain, à la situation des ouvrages par rapport aux propriétés ou ouvrages riverains ou mitoyens, apparents ou cachés.
- L'installation de magasins de chantier si nécessaire.
- Les redevances correspondant à l'utilisation des voies publiques ou privées.
- Les frais liés à la sécurité de la circulation ou au gardiennage des ouvrages.
- Les frais de participation à la cellule de synthèse, suivant dispositions précisées.

- La réalisation de prototypes ou maquettes nécessaires à la bonne résolution du contrat.

### **1.5. C.D.P.G.F. (CADRE DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE) ET B.P.U. (BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES)**

Sauf disposition contraire du règlement de consultation, l'entreprise présentera obligatoirement sa proposition en faisant apparaître une distinction entre les ouvrages successifs décrits dans les CCTP, en tenant compte des différentes tranches conditionnelles de travaux s'il en existe.

### **1.6. MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE**

*Mission DIAG + ACT + DET + VISA + EXE-SYN + AOR + GPA*

*MOE mandataire : OTCE IDF, 10 rue des Bluets, 75011 PARIS*

*Architecte du Patrimoine : Moreau-Boktor, 32 rue de la Pierre - 37100 - Tours*

### **1.7. MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE**

*Eustache FELIHO, feliho@ceftec.fr*

*CEFTEC*

*6 Rue d'Armaillé 75017 PARIS*

*Missions : L, S, LP, LE, PH, TH, HAND, GTB, F, HYS, PV, PS et VIEL*

### **1.8. MISSION SPS (SECURITE – PREVENTION – SANTE)**

*Victor Rodrigues, sarl.sps.idf@gmail.com*

*Société SPS IDF*

*142, Rue de Rivoli - 75001 Paris*

*Mission de catégorie 2*

### **1.9. MISSION SSI (SYSTEME DE SECURITE INCENDIE)**

*COSEBA*

*57 rue Benoit Malon*

*94 250 GENTILLY*

*CSSI du Palais de Justice de Paris*

### **1.10. ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX**

a / **PHASAGE**

Sans objet

b/ **DECOUPAGE EN TRANCHES**

Sans objet

**1.11. ETAT DES LIEUX**

Sauf disposition contraire du CCAP, l'entreprise titulaire du lot 01 fera procéder à un état des lieux contradictoire, avant le démarrage des travaux, en présence de tous les représentants des parties concernées (Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, propriétaires des bâtiments voisins, entreprises directement ou indirectement concernées par l'état des existants, etc.).

Les états des lieux avant et après travaux se feront par commissaire de justice à la charge du titulaire du lot 01.

**1.12. RESEAUX EXISTANTS**

a/ **CONTINUITE DE SERVICE**

Les entrepreneurs chargés des corps d'état techniques doivent assurer en permanence la continuité de services des réseaux alimentant les zones et bâtiments restant en exploitation :

- Assurer tous les repérages nécessaires avant démolition ou dépose.
- Assurer tous les dévoiements préliminaires.
- Assurer les consignations nécessaires; celles-ci seront programmées au préalable auprès du MOA et du MOE.

b/ **RESEAUX ENTERRÉS**

Sans objet

c/ **RESEAUX AERIENS**

Sans objet

d/ **REMISE EN SERVICE**

L'entrepreneur devra assurer, à ses frais, le rétablissement ou la remise immédiate en état des réseaux qui viendraient à être détériorés ou déplacés par lui, soit accidentellement, soit en raison de la progression des travaux. Les réseaux qui, en raison de leur nature et de la nécessaire continuité du service qu'ils assurent, ne peuvent être déplacés, doivent être protégés.

**1.13. PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN**

L'emprise du terrain mis à la disposition des entreprises est celle qui figure sur les plans du dossier.

Une fois celle-ci établie, elle sera portée à la connaissance de toutes les entreprises par le maître d'œuvre, et celles-ci deviendront gardiennes de l'ensemble du site et des ouvrages encore existants le cas échéant, jusqu'à la réception des travaux prononcée.

**1.14. REMISE EN ETAT - RESTITUTION D'EMPRISE**

L'entrepreneur titulaire du **lot Gros Œuvre** a la charge de la remise en état du terrain et des abords pour toutes les zones ayant été utilisées pour les installations de chantier, tant celles propres à son lot que celle de tous les autres corps d'état, ainsi que celles des installations communes, sans préjudice pour lui de recourir, le cas échéant, sur l'entrepreneur responsable des dégradations et/ou de la non remise en état éventuelle.

Ces travaux de remise en état devront restituer un terrain et des abords absolument libres et dans leur état initial. Ces travaux seront à exécuter à la demande du Maître d'œuvre, soit en une seule fois soit par phases successives, en fonction du déroulement du chantier.

Dans le cas de la réalisation d'autres chantiers concomitants, des restitutions partielles d'emprise avec déplacements des clôtures pourront être exigées en cours de chantier, selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

**1.15. CONSERVATION DES VOIES PUBLIQUES**



En cas de dégradations, les nettoyage ou remises en état des voies publiques sont réalisés aux frais des entreprises responsables des souillures et/ou dégradations constatées contradictoirement entre les entreprises responsables, le maître d'œuvre, avec le concours d'un huissier si nécessaire, dont le coût demeurera à charge des entreprises responsables.

#### **1.16. PRESCRIPTIONS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

L'ensemble des entreprises devra:

- Le suivi du traitement des déchets
- La fourniture des BSD et BSDD
- Le tri des déchets et des déchets dangereux
- L'utilisation de bois exclusivement PEFC ou FSC
- La fourniture des FDES des produits
- Le traitement des eaux de nettoyages et/ou de laitances de béton

## 2. DOCUMENTS DU MARCHÉ

### 2.1. PLANS DU MARCHÉ

#### a / Plans généraux et détails

Ils définissent l'organisation architecturale des bâtiments et les cloisonnements intérieurs.

Ils comprennent le repérage et les détails des ouvrages architecturaux et de second œuvre.

#### b / Plans techniques

Ils définissent les dispositions générales constructives pour les travaux de structure et pour les installations techniques.

Ils indiquent les principes constructifs et la géométrie des ouvrages, ainsi que les spécifications techniques principales des équipements mis en œuvre.

#### c / Plans et documents relatifs aux ouvrages existants

Ils ne sont donnés qu'à titre indicatif et ne constituent pas des informations contractuelles.

Les renseignements y figurant doivent être vérifiés par des relevés et investigations sur site, effectués par l'entrepreneur, à sa charge.

En cas d'anomalie, l'entrepreneur devra en avertir sans délai le maître d'œuvre.

#### d / Liste complète des plans du marché

Voir annexe

### 2.2. DOCUMENTS TECHNIQUES DU MARCHÉ

#### 2.2.1. DOCUMENTS SPECIFIQUES

- L'acte d'engagement du lot concerné ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre au lot considéré
- et ses annexes :
  - CCTP commun à tous les lots cités ci-avant et ses annexes
  - CCTP propre au lot considéré et ses annexes éventuelles

Ces deux CCTP se complètent réciproquement

- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) des autres lots
- Le dossier graphique et les plans du dossier ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné (DPGF) ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux, et ses modifications successives

#### 2.2.2. DOCUMENTS GENERAUX

Les travaux devront être réalisés conformément aux prescriptions des règles de l'Art, et devront répondre aux prescriptions législatives et réglementaires en vigueur, notamment celles particulièrement applicables aux ouvrages décrits dans chaque CCTP spécifique.

### 2.3. PIECES A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES

### 2.3.1. PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION (LISTE NON EXHAUSTIVE)

- a / Le planning d'intervention, avec les interactions avec les autres corps d'état, au format MPP
- b / L'établissement des listes prévisionnelles des plans, notes de calculs, notices de méthodologie pour la réalisation.
- c / Le (ou les) plan d'installation de chantier, les besoins pour les installations communes
- d / Les besoins en énergie et fluides, bilan de puissance pour les installations définitives
- e / Les plans d'implantation, plans d'exécution, d'atelier et de chantier pour les premiers ouvrages à construire, selon calendrier établi par l'OPC
- f / La transmission des données et informations nécessaires à l'établissement du planning détaillé, suivant demandes de l'OPC
- g / Les plans d'hygiène et de sécurité (PPSPS conformes au PGC)
- h / Les études techniques (plans et notes de calcul)
- i / Les listes prévisionnelles des matériaux ou produits faisant l'objet d'un accord préalable ou d'un choix technique ou architectural
- j / Les documentations, marques et modèles, PV d'essais des matériaux et installations proposés
- k / Les échantillons ou modèles nécessaires au choix du maître d'œuvre
- l / Les avis techniques et cahiers des charges

### 2.3.2. AVANT EXECUTION DES TRAVAUX

Les études techniques, les plans d'exécution, ainsi que l'établissement des divers plans de détails nécessaires à l'exécution des travaux, incombent aux entrepreneurs selon les modalités générales suivant le § 4.1 du présent CCTP.

Les études et plans d'exécution sont commencés dès la période de préparation. Ils sont mis au point au cours des réunions de coordination ou d'études, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Les différentes pièces sont fournies au Maître d'Œuvre et au Bureau de contrôle pour visa, dans les délais requis.

La gestion des VISAS pourra être réalisée sur la plateforme en ligne. Les entreprises alors devront poster leurs documents pour VISAS sur cette plateforme.

Ne peuvent recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents examinés et visés par le Maître d'Œuvre et le Bureau de contrôle sans observation bloquante

### 2.3.3. APRES ACHEVEMENT DES TRAVAUX

1. Plans d'exécution des ouvrages
2. Plans de récolement des ouvrages
3. Nomenclature et documentation technique complète concernant les matériels installés
4. Les notices d'utilisation et les notices d'entretien
5. Le schéma électrique plastifié en armoire et le schéma de régulation.
6. Les notes de calcul.
7. Les documentations techniques, P.V. d'essais, certificats de conformité aux Normes.
8. Les procès-verbaux d'essais ou de recettes relatifs au matériel installé
9. Essais COPREC
10. BSD et BSDD
11. Essais de niveau d'empoussièrement au plomb
12. Procès-verbaux des essais réalisés
13. L'engagement de l'Entreprise sur la mise en œuvre des matériaux classés au feu.
14. Les certificats de conformité de l'organisme de contrôle.
15. Les avis techniques de moins de cinq ans.
16. Les procès-verbaux du CSTB, CTIM, validés de moins de cinq ans.
17. Manuel de fonctionnement et de maintenance des installations

18. La programmation de la régulation des équipements installés
19. La mise à jour de la note concernant les puissances électriques installées
20. Les attestations de qualification des soudeurs.
21. La liste exhaustive des fournisseurs.
22. Les analyses de qualité d'air.
23. Les notices de fonctionnement, de maintenance et d'entretien.
24. Les rapports d'essais et de mise en service.

#### 2.3.4. FORMAT DES DOCUMENTS

Les outils de dessin et la charte graphique retenus pour le projet sont les suivants, chaque entreprise devra s'en équiper, à ses frais :

*PDF, XLS, DWG*

#### 2.3.5. PRÉSENTATION DU DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTES

La présentation des documents à fournir par l'entrepreneur est la suivante :

a / Au plus tard lorsqu'il demande la réception:

- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions du fabricant et conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur y compris la liste des fabricants et/ou fournisseurs avec leur adresse, téléphone et courriel (tous documents en français).
- Les schémas d'armoires seront positionnés dans celles-ci dès leur mise en service. Cet exemplaire sera remplacé par un exemplaire plastifié « Plan de récolement » lors de la remise de cette pièce dans le mois suivant la réception.
- L'inventaire des fournitures du bâtiment par salle ou local qui sont remplaçables avec leur référence et les coordonnées d'un fournisseur et une indication de prix avec date de valeur. Cette fourniture sera sous forme informatique au format WORD et/ou EXCEL sur clé USB.
- Les procès-verbaux et/ou avis technique de chaque matériau et matériel employés dans la construction du présent projet avec les indications suivantes pour chacun des documents :
  - le cachet et la signature de l'Entreprise adjudicataire du marché,
  - la liste des locaux où sont posés le matériau et/ou le matériel,
  - le type du ou des supports sur lesquels sont fixés ce matériau.
  - En outre, faute d'avoir satisfait les obligations qui précèdent, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir au préjudice du maître d'ouvrage d'un mauvais entretien des ouvrages sous garantie.
  - L'entreprise devra également, à la remise de ces documents, procéder à l'information et à la formation du personnel désigné par le maître d'ouvrage, ayant à sa charge pour celui-ci, la maintenance des installations.
  - Le calendrier de formation sera établi avec l'OPC et/ou le maître d'œuvre, suivant les disponibilités du maître d'ouvrage, après la réception des travaux.

b/ Dans le mois suivant la réception : le DOE

- Le dossier comprend les documents listés au § 2.3.3.
- Une liste des équipements ou composants susceptibles d'être remplacés dans le cadre d'opérations de maintenance, avec références exactes, nom, adresse, téléphone des fournisseurs y compris pour les lots avec quincaillerie et les lots d'agencement et mobilier. Notice en français.
- Le DIUO (dossier d'intervention ultérieures sur l'ouvrage) : l'entrepreneur doit mettre à la disposition du Coordonnateur Santé Sécurité, dans le courant des études et du chantier puis dans le mois qui suit la réception, tous les éléments lui permettant de compléter le DIUO (voir PGC) (il est rappelé que le dossier DOE

est un dossier séparé et ne fait donc pas partie du DIUO). Tous documents demandés par le SPS doivent être fournis et sont dus dans l'offre forfaitaire.

- La fourniture de l'ensemble des fichiers PDF et version source des documents du DOE sur clef USB, disque externe ou via une plateforme de téléchargement. Les versions des logiciels utilisés seront à jour de l'année de réception de l'ouvrage.

Le DOE sera remis en 2 étapes :

Etape 1 :

Remise pour visa de la Maîtrise d'œuvre, le Contrôleur Technique et le Coordinateur SSI.

Etape 2 :

Remise à la Maîtrise d'Ouvrage, s'il y a lieu, suivant les observations de la Maîtrise d'œuvre

La remise des documents est à fournir sous forme numérique version source et version reproductible.

La fourniture de ces dossiers (l'ensemble des documents ci-avant) conditionne le règlement financier définitif des travaux de l'entreprise concernée (voir CCAG et CCAP).

#### **2.3.6. PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ**

Les entreprises devront fournir un Plan d'Assurance Qualité avant travaux, ainsi que des autocontrôles après travaux.

### 3. DONNÉES DE BASE - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

#### 3.1. SÉCURITÉ et PROTECTION INCENDIE

##### 3.1.1. RÉSISTANCE AU FEU

Stabilité au feu de la structure, et degré Coupe-Feu des planchers :

2h (120 minutes)

Réaction minimale au feu des parois:

Plafonds: A2-s1, d0

Parois verticales: B-s1, d0

Sols: CFL-s1

##### 3.1.2. MOYENS

a / Remarques importantes :

Les notions « Coupe-Feu » ou « Pare Flammes » impliquent que la stabilité au feu de même degré est requise.

La notion de coupe-feu d'un plancher implique la stabilité au feu de même degré pour les poteaux supportant ce plancher, depuis le niveau de ce plancher jusqu'aux fondations, en envisageant la disparition des éventuels éléments de contreventement qui ont une stabilité au feu inférieure à celle du plancher considéré.

b / Ouvrages en béton :

La protection au feu jusqu'à un degré 2 heures doit être réalisée par enrobage des armatures, à déterminer conformément aux recommandations des DTU « *pour la prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton et métalliques* », compatible avec les contraintes techniques et architecturales du projet ou par toute autre disposition suivant prescription des CCTP.

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais toute justification nécessaire relative au comportement au feu des matériaux et des structures (certificats d'essais, notes de calculs).

c / Ouvrages métalliques de charpente :

La protection au feu jusqu'à un degré 2 heures doit être réalisée par enrobage en béton armé.

#### 3.2. NORMES, REGLEMENTS

Les installations de au titre du présent marché devront tenir compte des stipulations, lois, décrets, ordonnances, circulaires, normes françaises, documents techniques unifiés, DTU, règles de calculs, Avis Techniques, Instructions Techniques..., applicables aux travaux décrits dans le présent document et en vigueur à la date de la remise de l'offre, ainsi qu'aux règles de l'Art.

Si, en cours de travaux, de nouveaux textes entraient en vigueur, l'Entrepreneur devra en avertir le Maître d'Œuvre et établir un avenant correspondant aux modifications de façon à livrer, à la mise en service, une installation conforme aux dernières dispositions.

L'Entreprise tiendra compte des observations et recommandations des rapports du Bureau de Contrôle et P.G.C.S.P.S.

#### 3.3. ECHANTILLONS – CHOIX DES MATERIAUX, PRODUITS OU COMPOSANTS

##### 3.3.1. DEFINITION

Le mot « matériau » est pris dans un sens général pour désigner les matières et produits plus ou moins œuvrés avant leur mise en place.

La liste des normes et textes visés auxquels doivent être conformes les différents matériaux est rappelée aux termes de chaque CCTP spécifique, sans que la liste y mentionnée soit limitative.

### **3.3.2. CHOIX DU TYPE DE MATERIAUX**

Tous les matériaux employés sur le chantier, tant en ce qui concerne leur origine, que leur préparation et/ou leur mise en œuvre, doivent être soumis à l'agrément du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du contrôleur technique, sans que cette démarche ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui demeure entière.

L'entrepreneur devra, pour obtenir l'agrément, fournir tous renseignements utiles concernant l'origine, le lieu d'extraction ou de fabrication, les fiches d'homologation caractéristiques obtenues habituellement, etc...

Si l'indication d'une marque ou d'un type est précisée dans les CCTP, cela définit le choix du maître d'œuvre pour une fourniture expresse, pour raisons esthétiques et/ou techniques.

Le maître d'œuvre reste juge et garde toute autorité pour décider de rejeter une proposition qu'il estime ne pas correspondre aux définitions ou caractéristiques minimales exigées.

Les bois seront obligatoirement FSC ou PEFC.

Les FDES des produits devront être systématiquement transmises.

### **3.3.3. ECHANTILLONS - PROTOTYPES**

Préalablement à toute exécution, les entrepreneurs sont tenus de présenter les échantillons demandés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le contrôleur technique, ainsi que les prototypes des éléments qui seront réalisés, en plusieurs exemplaires.

Ces échantillons ou prototypes seront exposés dans un local spécialement affecté à cette destination, local aménagé par les entreprises, à leurs frais.

### **3.4. ENTREPRISES CONCERNÉES PAR DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES**

Afin de permettre à l'entreprise titulaire du lot « Courants Forts » de vérifier que les caractéristiques de ses installations correspondent bien aux besoins en alimentation et puissance nécessaires, toutes les entreprises devant raccorder leur propre installation au réseau de distribution d'énergie doivent, au début de la période de préparation, se coordonner avec le lot « Courants Forts » pour faire aboutir les calculs de foisonnement et puissance.

Pour ce faire, les entreprises préciseront le type et la puissance exacte de chaque récepteur. Toute modification ultérieure aux équipements électriques, nécessaire mais consécutive du non-respect de cette prescription, sera à la charge de l'entreprise défaillante.

Dans le cas où le maître d'œuvre l'exigerait, chaque entreprise soumettra à son approbation un dossier complet comportant les plans, schémas, section et puissances en fonction des heures de fonctionnement,

Les raccordements aux points d'alimentation laissés en attente par les entreprises chargées de fournir les énergies sur le chantier sont à la charge de chaque entreprise, à ses frais.

## 4. ETUDES D'EXECUTION

---

### 4.1. MODALITÉS GÉNÉRALES

La mission confiée au Maître d'Œuvre est une mission de base, avec études d'exécution et synthèse et visa.

Toutes les sujétions non expressément incluses dans l'ensemble des documents du DCE sont à la charge des entreprises, en ce compris notamment :

- a / les notes de calculs et notes méthodologiques spécifiques
- b / le dimensionnement définitif des ouvrages
- c / les plans d'implantation
- d / les plans de réservations
- e / les plans d'exécution, plans d'atelier et de chantier, établis selon la charte graphique retenue
- f / les plans des éléments préfabriqués
- g / les plans des détails d'exécution, y compris pour les ouvrages provisoires
- h / les plans de calepinage
- i / les plans de réseaux, câblages, implantation des équipements terminaux
- j / les plans des locaux techniques
- k / les schémas et synoptiques

### 4.2. CHAMP DES ETUDES

Les études concernent l'ensemble des ouvrages provisoires et définitifs à réaliser.

### 4.3. ATEX

Sans objet

### 4.4. MODIFICATION DES DISPOSITIONS DU MARCHE PROPOSÉE PAR UN ENTREPRENEUR

Voir les dispositions générales du CCAG et du CCAP. En cas de modification acceptée, toutes les adaptations des études et documents existants, pour l'ensemble des lots impactés, visés ou non, devront être réalisées, aux frais de l'Entrepreneur initiateur des modifications, et recevoir un nouveau visa du maître d'œuvre avant exécution.



## 5. CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

### 5.1. OBLIGATIONS GÉNÉRALES

L'Entreprise doit mettre en œuvre tous les moyens, le matériel et le personnel suffisant pour respecter les délais d'exécution et de montage prévus au calendrier général du dossier de consultation.

Elle doit maintenir en permanence sur le chantier un responsable habilité à recevoir toute instruction ou ordre de service du Maître d'œuvre.

Elle doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux maîtres d'œuvre, contrôleur technique, OPC et coordonnateur SPS de remplir leurs missions dans des conditions normales de sécurité.

Tous les ouvrages sont exécutés conformément aux indications des plans d'exécution qui doivent avoir reçu les visas ou approbations du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

### 5.2. DISPOSITIONS DES LIEUX – SERVITUDES

Les entrepreneurs assurent avoir mesuré toutes les difficultés inhérentes à la disposition des lieux, en avoir tenu compte dans le choix des méthodes de travail envisagées, et dans l'aménagement des installations de chantier, avoir procédé à tout sondage ou investigation utile.

En conséquence, l'entreprise ne pourra réclamer ni indemnité ni plus-value de prix pour méconnaissance des inconvénients, difficultés ou sujétions, de quelque nature qu'elles soient.

Le fait, pour l'entreprise, de ne pas s'assurer in-situ, et avant tout commencement d'exécution, de la possibilité de respecter les cotes et notifications des plans du maître d'œuvre, ou de ne pas lui en référer au cas où la vérification révélerait une difficulté, laisserait l'entreprise seule responsable des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

Si les méthodes envisagées nécessitent la démolition totale ou partielle d'ouvrages à conserver dans le cadre du projet, les entrepreneurs ont la charge de leur réfection complète et à l'identique, après avoir obtenu l'accord préalable du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pour leur réalisation.

Dans cette hypothèse, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réaliser ces réfections ou reconstructions sans causer de troubles anormaux de voisinage, tels que notamment poussières, vibrations, odeurs, bruits, etc...

**Le site étant en exploitation, les entreprises adapteront leurs méthodes et moyens pour satisfaire aux exigences particulières :**

- **demande de criblage préalable**
- **déclaration de personnel, port de badge...**
- **continuité des activités du site par mise en place de clôtures adaptées pour permettre d'assurer les étanchéités aux bruits, à la poussière, à l'eau et au feu, requises et tolérables entre les zones de travaux et celles d'activité**
- **restrictions ou limitations des horaires d'accès**
- **toute autre contrainte imposée aux intervenants extérieurs**

### 5.3. DÉPOTS ET APPROVISIONNEMENTS

Les livraisons seront soumises à accord du Moa. Aucun stationnement à l'intérieur du site, ni de stockage en dehors de la zone chantier ne sera admis.

Tout dépôt de matériels ou matériaux sur le chantier, toute installation pérenne d'atelier à l'intérieur des bâtiments, ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

### 5.4. PANNEAU DE CHANTIER

Dès la notification de son marché, l'entrepreneur titulaire du Gros Œuvre fournit et pose sur le terrain, conformément aux indications du Maître d'Œuvre, le panneau « réglementaire » (dim. ≈ 4 x 3 m) indiquant les

noms et adresses des Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, Bureaux de Contrôle, Entrepreneurs, la date de commencement des travaux et celle prévue pour leur achèvement et toute autre information qui s'avérerait utile.

## 5.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER - CLOTURES - PORTAILS

L'entrepreneur titulaire du **lot Gros Œuvre** établit, durant la période de préparation, un projet de plan d'installation de chantier et un planning de montage et de démontage des installations provisoires, soumis à approbation du Maître d'Œuvre, du coordonnateur SPS et du Maître d'Ouvrage.

Toutes les prestations décrites dans ce chapitre 5.5, adaptations, modifications ou déménagements nécessaires pour la bonne réalisation de l'ensemble des travaux jusqu'à leur achèvement, leurs conséquences, les branchements, alimentations et évacuations, sont à la charge du **lot Gros Œuvre**, dans les mêmes conditions.

Sauf disposition différente acceptée, les clôtures seront en bac acier laqué blanc sur structure métallique, hauteur 2<sup>m</sup>00. L'ossature, le contreventement et la fixation au sol devront être dimensionnés pour une bonne tenue pendant toute la durée du chantier.

L'entrepreneur du **lot Gros Œuvre** assure également la fourniture et l'installation des portails d'accès, leurs déplacements ou modifications en cours de chantier, la dépose en fin de chantier.

Les portails d'accès seront munis d'un système de fermeture permettant de garantir l'interdiction d'accès la nuit et en dehors des heures d'ouverture du chantier.

L'ouverture et la fermeture journalière des accès sont à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise titulaire du **lot Gros Œuvre**. Une surveillance de nuit sera mise en place si elle s'avère nécessaire. L'entreprise titulaire du **lot Gros Œuvre** devra rétablir la fermeture du chantier en fin de journée.

### 1 / Installation de chantier

Les cantonnements de chantier et les consommations seront à la charge de la Maîtrise d'Ouvrage.

Les circulations, clôtures, moyens d'accès et l'organisation générale du chantier seront à la charge du **lot Gros Œuvre**.

Les moyens de levage et moyens de travail en hauteur seront à la charge de chacun des corps d'état en ayant le besoin.

## 5.6. EMPLOI D'ENGINS MECANIQUES

Sans objet

## 5.7. PROTECTION ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL ET DES RIVERAINS

Ils poseront tous les panneaux de signalisation nécessaires, prendront toute mesure utile pour prévenir les usagers des dangers encourus aux abords du chantier. Ils procéderont à leurs frais, au nettoyage et au balayage des chaussées, trottoirs et abords.

L'organisation collective du chantier est assurée par l'entreprise titulaire du **lot Gros Œuvre**, en liaison avec le coordonnateur SPS.

De manière générale, chaque entreprise est responsable de la prévention des accidents pour ce qui concerne ses travaux, et se conformera aux dispositions collectives et individuelles prévues par le coordonnateur SPS.

La mission de contrôle du maître d'œuvre exclut la sécurité des ouvrages provisoires et des matériels ou engins dont la responsabilité de conception, réalisation et emploi incombe aux entrepreneurs.

## 5.8. VISITES ET INVESTIGATIONS

L'entrepreneur est tenu de laisser pénétrer sur le chantier pour le visiter, les représentants du Maître d'Ouvrage et ceux du Maître d'œuvre, les contrôleurs techniques et autres autorités missionnées, et prendre toutes les dispositions leur permettant d'exercer leurs contrôles utilement, dans des conditions normales de sécurité.

## 5.9. SOLIDITÉ, STABILITÉ ET PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS OU A CONSTRUIRE

L'entrepreneur reste responsable de tout désordre ou dégât, et de leurs conséquences, occasionnés à tout ouvrage dans le cadre de la réalisation des travaux de son marché.

Le phasage des travaux ainsi que les méthodes de démolition et de reprise en sous œuvre, s'il en existe, doivent être définis de sorte à ne causer aucun dommage aux ouvrages existants et/ou créés, et prendre à cette fin toutes les dispositions techniques qui s'imposeront.

Notamment, l'entreprise doit assurer tous les étaitements et contreventements provisoires nécessaires à la tenue des ouvrages. La démolition d'éléments de contreventement ne peut être réalisée qu'après construction de nouveaux ouvrages assurant de façon continue la stabilité d'ensemble du bâtiment.

En toutes hypothèses, les moyens et méthodologies utilisés doivent être compatibles avec la solidité des structures existantes ou en construction, en particulier pour les charges roulantes. Chaque entrepreneur se rapprochera des titulaires des autres lots pour connaître les contraintes de circulation admissibles sur leurs ouvrages.

#### **SURCHARGES DE CHANTIER :**

Pour les stockages de matériaux sur les planchers, pendant le cours du chantier, et à supposer qu'ils soient compatible avec le bon déroulement des travaux, il appartient aux entrepreneurs de s'informer sur les surcharges provisoires admissibles, en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages.

### **5.10. LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT**

Bien qu'un OPC soit désigné pour le suivi du chantier, la liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être réelle et constante, avant et pendant l'exécution des travaux.

Chaque entrepreneur est tenu de prendre contact avec tous les autres corps d'état, afin d'obtenir toute information concernant les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux. Il devra également participer aux réunions de coordination hebdomadaire.

L'entrepreneur doit transmettre en temps utile, aux autres corps d'état, tous les renseignements et demandes nécessaires à la bonne coordination entre les lots. Il doit également en référer systématiquement à l'OPC.

L'entrepreneur qui ne respecte pas ces dispositions sera responsable de toutes les conséquences techniques et financières, et supportera les compléments ou réparations à effectuer pour la bonne finition des ouvrages.

### **5.11. TOLERANCES ENTRE CORPS D'ETAT – RECEPTION DE SUPPORT**

Les tolérances d'exécution, définies par les règles de l'Art ou mentionnées dans les documents techniques ou le CCTP de chaque marché, constituent la qualité minimale acceptable pour l'aspect final de l'ouvrage exécuté par le lot considéré, sans préjudice de toute dérogation prévue par le CCTP des travaux concernés.

Les réceptions de supports permettent d'arbitrer les conflits relatifs au respect des tolérances entre corps d'état. La ou les entreprises intervenantes ultérieurement sur un ouvrage peuvent émettre des réserves lors de la réception du support, il en va de même pour le maître d'œuvre.

La levée de ces réserves se fera, s'il y a lieu, aux frais et risques de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage litigieux. En cas de litige entre entreprises, le maître d'œuvre arbitrera les différends.

A défaut de procès-verbal de réception de support, toute entreprise intervenant sur un ouvrage déjà réalisé est réputée l'avoir accepté, et en assumer toutes les éventuelles conséquences..

Si un ouvrage ne respecte pas les tolérances admissibles, le maître d'œuvre se réserve le droit de le faire reprendre par l'entrepreneur en cause, ou de lui faire supporter les dépenses supplémentaires que cette mauvaise réalisation entraîne pour les autres entrepreneurs.

### **5.12. RESERVATIONS ET PERCEMENTS - INCORPORATIONS**

L'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre est tenu de prévoir et réaliser, conformément au tableau suivant, toutes les trémies, les réservations ou percements dans les ouvrages existants, les feuillures, les incorporations demandées par les autres entrepreneurs, sous réserve que les plans correspondants lui aient été fournis 1 mois avant la réalisation pour des ouvrages traditionnels, et 2 mois avant pour des ouvrages préfabriqués. Les dates à prendre en compte sont celles figurant sur le calendrier général des travaux.

Les éléments à incorporer dans les ouvrages de gros œuvre sont implantés contradictoirement par le gros œuvre et l'entrepreneur demandeur. Ce dernier assure la fourniture des éléments à incorporer. Les autres fournitures, le calage, la main d'œuvre, la conservation des implantations sont à la charge du lot gros œuvre et de sa responsabilité.

En cas de retard dans la transmission des renseignements nécessaires, l'entrepreneur concerné a la charge financière complète des percements ou reprises d'ouvrages en béton correspondants. Ces percements ou reprises seront réalisés impérativement par le lot gros œuvre aux frais de l'entrepreneur défaillant.

### **5.13. SAIGNÉES – ENCASTREMENTS ET DIVERS**

Selon répartition prévue dans le tableau à l'article 5.15, ci-dessous.

### **5.14. FOURREAUX POUR PASSAGE DES CANALISATIONS ET GAINES**

Les passages des gaines, canalisations pour tout fluide, dans tout ouvrage de gros œuvre, ou à la traversée de cloison mince, sont réalisés au travers de fourreaux qui doivent être de diamètre suffisant pour permettre la libre dilatation. Au sol, les fourreaux doivent dépasser le niveau fini de 5 cm dans les locaux humides, et de 1 cm dans les autres locaux.

La fourniture et la mise en place sont à la charge de l'entreprise qui réalise les réseaux. Les rebouchages sont réalisés comme précisé dans le tableau à l'article 5.15, ci-dessous.

Le matériau constituant un fourreau doit être de même nature que la canalisation traversante. Les fourreaux plastiques ne sont autorisés qu'en fonction de leurs caractéristiques et tenue dans le temps.

En cas de casse d'un fourreau en cours de chantier, il sera remplacé par l'entreprise responsable si elle dispose de la compétence nécessaire. A défaut, le remplacement sera fait par une entreprise compétente aux frais de l'entreprise responsable de la casse, toute incidence à sa charge, y compris raccords de revêtement ou autre, à faire exécuter par l'entreprise spécialisée. L'entrepreneur responsable de la casse demeurera, en toutes hypothèses, tenu de toutes les conséquences susceptibles de découler de l'incident.

Les entreprises doivent tenir compte des isolements acoustiques requis entre locaux, et des tenues au feu exigées. Les dispositifs envisagés seront soumis à l'agrément préalable du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.

Des dispositions analogues doivent être prises pour les traversées de gaines (ventilation, climatisation, distribution d'électricité, courants faibles, etc.)

### **5.15. FIXATIONS ET SCELLEMENTS - REBOUCHAGES - RACCORDS**

Les fixations et scellements sont réalisés par chaque entrepreneur, pour les travaux de son lot.

Les fixations mécaniques sur les ouvrages métalliques ou en béton sont exécutées par l'entreprise concernée sous réserve d'accord préalable du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle. Ces modes de fixation doivent respecter les conditions techniques admises pour chaque type d'ouvrage.

Le « spitage » est dans tous les cas interdit dans les éléments en béton armé de moins de 0<sup>m</sup>10 de petit côté, à moins de 0<sup>m</sup>05 d'une arête, dans tout élément précontraint, les hourdis et corps creux.

Les rebouchages doivent restituer les caractéristiques des parois traversées.

L'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre doit, à ses frais, le rebouchage des réservations après passage des canalisations ou équipements, dans tous les murs et cloisons maçonnées, planchers, dalles ou dallages, parois en béton, suivant tableau récapitulatif suivant. Il doit la réalisation complète jusqu'au nu ou niveau brut ou fini, selon les configurations.

L'entrepreneur du lot gros œuvre doit également la réalisation des raccords d'enduits, partout où cela est nécessaire pour une parfaite finition des ouvrages. De même, tous les corps d'états réaliseront à leurs frais, les raccords et finitions relevant de leur spécialité, quand nécessaires pour assurer une parfaite finition des ouvrages de leur lot.

En cas d'oubli ou retard d'une entreprise, toute reprise ou raccord sera commandé par l'entrepreneur en cause et à ses frais, et/ou par le maître d'œuvre, au titulaire du lot concerné.

Dans le cas de réservations ou percements non utilisés, ou de tailles démesurées pour l'emploi, les rebouchages sont effectués par le lot gros œuvre, aux frais des lots demandeurs des réservations.

### RÉCAPITULATION

(CL) = « cloison » (lot PLATRERIE-SOLS-REVETEMENTS-PEINTURE)  
(GO) = « lot gros œuvre »  
(U) = « utilisateur » (l'entreprise du lot 01,02, 03 , 04 ou 05, qui demande une réservation : )

	RESERVATION		REBOUCHAGE		FINITION	
	par	à charge	par	à charge	par	à charge
<b>RESERVATIONS</b> dans ouvrages neufs <b>PERCEMENTS</b> dans ouvrages existants						
1.1 Trou prévu sur plan, de dimensions > à Ø 15 cm ou 10 x 10 cm, pour passage de gaine, réseau, canalisation, etc. dans ouvrage en béton ou maçonnerie porteuse	GO	GO	GO	GO	GO	GO
1.2 Dito 1.1 mais trou non demandé ou mal positionné sur le plan par l'utilisateur	GO	U	GO	U	GO	U
1.3 Réserve surdimensionnée : dimension > 2Ø de la plus grosse canalisation	GO	U	GO	U	GO	U
2.1 Trou prévu sur plan, de dimensions > à Ø 40 cm ou 40 x 40 cm, dans maçonnerie de brique ou aggro non porteuse	GO	GO	GO	GO	GO	GO
2.2 Saignées dans maçonnerie						
2.2 Dito 2.1 et 2.2 mais trou ou saignée non demandé ou mal positionné sur le plan par l'utilisateur	GO	U	GO	U	GO	U
3.1 Trou de dimension < à Ø 15 cm ou 10 x 10 cm pour passage de gaine, réseau, canalisation... Perçement réalisé par carottage dans béton ou maçonnerie après accord du maître d'œuvre	U	U	U	U	GO	GO
3.2 Dito 3.1 mais trou non demandé ou mal positionné sur le plan par l'utilisateur	U	U	U	U	GO	U
4 Trou de dimension < à Ø 40 cm ou 40 x 40	U	U	U	U	GO	GO
5 Trous et saignées dans cloisons minces, cloisons sèches ou carreaux de plâtre	U	U	U	U	CL	CL
6 Calfeutrement autour de baies ou autre, sur béton restant apparent	-	-	GO	GO	GO	GO

### 5.16. PROTECTION DES OUVRAGES - VOLS ET DEGRADATIONS

Chaque entrepreneur reste entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, même pour les cas de vols, détournements ou dégradations.

Chaque entrepreneur doit réaliser les carrossages ou protections adéquats de ses ouvrages si par leur nature ou leur positionnement ils sont exposés aux dégradations en cours de chantier, et les maintenir en parfait état jusqu'à la réception de l'ouvrage, quand bien même il aurait achevé ses propres ouvrages et quitté le chantier.

En toutes hypothèses, les entreprises n'auront aucun recours contre le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre en cas d'avarie causée à leurs installations ou travaux, par des tiers ou des entreprises appelées à exécuter, sur le même chantier ou dans le voisinage de ce dernier, des travaux autres que les siens.

### 5.17. NETTOYAGE DU CHANTIER

a/ **L'évacuation des déchets**, et notamment des gros éléments, déchets spéciaux ou éléments d'ouvrages, reste à la charge de chaque entreprise qui les produit, et doit être réalisé a minima deux fois par semaine.

b/ **Nettoyage général en cours de chantier.**

Chaque entreprise est responsable du nettoyage de sa zone de travaux et du retrait de ses déchets.

Ils comprennent l'enlèvement des gravats, le balayage général du chantier, le nettoyage et le maintien en état de propreté des abords.

c / **Nettoyage de mise en service.**

Sauf disposition contraire des CCTP particuliers, les nettoyages de mise en service, avant la réception, sont réalisés par l'entreprise titulaire du **lot PLATRERIE-SOLS-REVETEMENTS-PEINTURE**.

Les nettoyages de mise en service sont réalisés après enlèvement, par chacune des entreprises, des dispositifs de protection mis en place par elles en cours de chantier.

En cas de non-respect de l'ensemble des prescriptions précédentes, le Maître d'œuvre pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages prévus, à la charge des entreprises défailtantes.

## 6. INTERFACES GENERALES ENTRE CORPS D'ETAT

### 6.1. Travaux à la charge du lot GROS ŒUVRE

1. Nettoyage et évacuation de l'aire d'installation de chantier en fin de chantier
2. Réalisation des feuillures demandées par les autres corps d'état

#### POUR LE LOT SERRURERIE

3. Réalisation de renforcements et de réparations de la maçonnerie
4. Scellement des équipements à encastrer et maçonnerie
5. Maintien du confinement pendant le décapage chimique des peintures au plomb

#### POUR LES LOTS DE REVÊTEMENTS DURS POUR SOLS ET MURS

6. Décaissés et réserves en sol pour chapes ou scellement des sols durs ou sols coulés
7. Réception contradictoire des supports
8. Réception contradictoire de la géométrie des sols et murs des blocs sanitaires

#### POUR LE LOT PLOMBERIE

9. Réalisation des saignées et percements selon tableau article 5.15 ci-dessus.
10. Scellement des équipements à encastrer

#### POUR LE LOT ELECTRICITE

11. Réalisation des saignées et percements selon tableau article 5.15 ci-dessus
12. Scellement des équipements à encastrer

### 6.2. Travaux à la charge du lot SERRURERIE

1. Dépose des portes des cellules
2. Descente de charges, transmission des efforts induits, réservations et plans de détails
3. Mises au point de détails pour scellements, incorporations, habillages
4. Fourniture des pièces d'ancrage et inserts
5. Réception contradictoire des supports
6. Adaptation des types de fixation à la nature des supports, accord préalable des lots concernés
7. Primaire anti-corrosion sur les huisseries et tous les ouvrages métalliques

### 6.3. Travaux à la charge du lot MENUISERIE INTERIEURE

1. Plans de réservations et détails d'incorporation.
2. Fourniture des bâtis ou huisseries, à bancher ou à sceller dans les maçonneries
3. Fourniture des inserts nécessaires à la fixation et au supportage des ouvrages
4. Réception contradictoire des baies
5. Primaire anti-corrosion sur les huisseries et tous les ouvrages métalliques
6. Fourniture et pose de tout habillage bois de finition, compris ossature support
7. Mise à disposition d'un profil permettant la mise à la terre des huisseries métalliques

### 6.4. Travaux à la charge des lots REVETEMENTS pour SOLS et MURS

1. Etude de calepinage pour les sols et les murs
2. Réception contradictoire des supports
3. Réalisation des chapes de scellement des sols, avec couche de désolidarisation
4. Finitions et découpe des revêtements au pourtour des ouvrages des autres lots
5. Pose et scellement des siphons de sol dans l'épaisseur des revêtements

6. Couvre joints ou barres de seuils à la jonction avec les sols durs ou les bétons

#### **6.5. Travaux à la charge des lots PEINTURE et REVETEMENTS MURAUX**

1. Réception contradictoire des supports
2. Préparation des supports, brossage, époussetage
3. Préparation et mise en peinture définitive de toutes les huisseries et portes
4. Peinture sur toutes les canalisations apparentes, dans le ton des murs ou cloisons supports

#### **6.6. Travaux à la charge du lot FAUX PLAFONDS**

1. Découpe dans les faux plafonds pour passage des câbles, pour la mise en place des luminaires et tout équipement technique
2. Réalisation des trappes d'accès aux organes de manœuvre ou de maintenance de tous les équipements techniques, pour l'ensemble des lots suivant leurs demandes

#### **6.7. Travaux à la charge du lot ELECTRICITE – COURANTS FORTS**

1. Fourniture des coffrets de chantier
2. Neutralisation des réseaux, dépose des matériels sensibles avant les démolitions
3. Fourniture, câblage, pose, raccordement des liaisons équipotentielles des structures BA et acier
4. Mise à la terre de toutes les ossatures et éléments métalliques
5. Calfeutrements coupe-feu autour des câbles à la traversée des parois coupe-feu
6. Repérage conventionnel de l'ensemble des câbles réseaux
7. Dans les faux plafonds, pose de tous les appareils par suspension indépendante des ossatures

#### **6.8. Travaux à la charge du lot PLOMBERIE**

1. Neutralisation des réseaux, dépose des matériels sensibles avant les démolitions
2. Fourniture des équipements à sceller
3. Attentes pour mise en place des siphons de sol et des équipement à sceller
4. Ventilation des chutes, et chapeaux
5. Passage des réseaux aux traversées de paroi respectant les performances au feu de celles-ci
6. Repérage conventionnel par peinture et étiquetage de l'ensemble des réseaux
7. Raccordement électrique des appareils et matériels fournis, et leur mise à la terre



## ANNEXE 1

### LISTE DES PLANS

- Plans d’installations de chantier
  - . TCE00
- Plans généraux
  - . TCE01
  - . TCE02
  - . TCE03.1
  - . TCE03.2
- Plans de démolition
  - . DEM01
  - . DEM02
- Plans de structure
  - . STR01
  - . STR02
  - . STR03
  - . STR04
- Plans de plomberie
  - . PB01
  - . PB02
  - . PB03
- Plan d’électricité
  - . EL01
  - . EL02